

Table des matières

Liste des sigles et acronymes	13
Note sur la langue, la traduction, la transcription et la translittération	19
Note sur les citations	19
Note sur la féminisation	19
INTRODUCTION GÉNÉRALE	21
I. Passer la porte de l'Europe.....	21
II. Changer de perspective sur la libéralisation du régime des visas et sur l'Ukraine.....	26
2.1. La « gouvernance externe », l'« externalisation », la « conditionnalité » et l'« européanisation » comme prisme privilégié.....	27
2.1.1. La libéralisation du régime des visas comme nouvelle modalité de la « gouvernance externe » et de l'« externalisation ».....	27
2.1.2. L'Ukraine aux prises avec son « européanisation ».....	32
2.2. La libéralisation comme forme de gouvernement à distance : les apports des approches foucaaldiennes.....	36
2.2.1. Foucault, le pouvoir et les « <i>governmentality studies</i> ».....	36
2.2.2. Gouvernamentalité et intervention.....	39
2.2.3. Gouvernamentalité et contrôle des mobilités et des frontières.....	42
2.3. La libéralisation comme « travail (développemental) de la frontière » : l'apport des études critiques sur la frontière.....	46
2.4. L'intervention au nom de la libéralisation en Ukraine : une perspective post-coloniale.....	48
2.4.1. Pourquoi une approche « post-coloniale » de l'est de l'Europe et de l'Ukraine ?..	49
2.4.2. Mettre en œuvre une approche post-coloniale de l'intervention au nom de la libéralisation en Ukraine : dénaturiser l'UE, pluraliser les sujets.....	51
III. Cadre de l'enquête : une approche de sociologie politique de l'international basée sur une enquête multi-située.....	54
3.1. Stratégies de collecte de données.....	55
3.2. Dynamiques de l'enquête de terrain à Bruxelles et à Kyiv.....	57
3.3. L'étudiante et la chercheuse « européenne » : réflexions sur notre positionnalité sur les terrains bruxellois et ukrainiens.....	69
IV. Objectifs et exposé de la recherche.....	63
CHAPITRE I — La libéralisation du régime des visas comme travail développemental de la frontière. Programme, rationalité & techniques	69
I. L'émergence du programme de la libéralisation au carrefour des luttes dans trois domaines des politiques communautaires.....	72
I.1. Impliquer les pays tiers dans la gestion des migrations et des frontières de l'UE : vers un partenariat.....	72
I.1.1. Pays « d'origine et de transit » dans la politique migratoire européenne.....	73
I.1.2. La « schengenisation » de l'Europe aux prises avec les préférences des nouveaux États membres.....	77
I.1.3. Relations avec les pays tiers et jeu autour de la notion de partenariat.....	82

1.2. Impliquer les pays tiers dans l'édification de l'ELSJ : construire des États « bien gouvernés ».....	87
1.2.1. Construire un « espace de liberté, de sécurité et de justice » : sécurité et droits et libertés en tension.....	87
1.2.2. La sécurité européenne mise à mal par des « États faibles » : intervenir sur l'État, travailler son rapport à la population.....	89
1.3. Politique européenne de voisinage, « bonne gouvernance » et mobilités.....	92
1.3.1. Les formulations de la PEV et le rapport aux mobilités issues des pays voisins : une question de mentalité.....	92
1.3.2. Vers une gestion des mobilités s'insérant dans la PEV.....	96
II. Intervenir sur l'État au nom de la libéralisation : un partenariat porté par diverses technologies, techniques et des acteurs.....	102
2.1. Le partenariat comme cadre des relations asymétriques entre l'UE et les pays tiers..	102
2.1.1. Une lecture du partenariat comme « lieu de tensions et de conflits ».....	103
2.1.2. Enrôler les partenaires : dispositifs d'intéressement.....	105
2.2. Le renforcement des capacités : rationalités et techniques de l'intervention.....	107
2.2.1. Atteindre la « bonne gouvernance » et accéder à la modernité.....	107
2.2.2. Des techniques d'intervention basées sur la comparaison et l'évaluation.....	109
2.3. Une constellation d'acteurs internationaux mobilisés autour des objectifs de l'UE....	112
Conclusion.....	116
CHAPITRE II — Le rôle des acteurs politiques ukrainiens dans l'émergence de la libéralisation. Participation, contestation, défis nationaux et régionaux.....	119
I. Les acteurs politiques ukrainiens face aux politiques de contrôle des mobilités de l'UE : entre participation et contestation.....	121
1.1. L'Ukraine reléguée aux marges de l'Europe : des relations tendues entre Bruxelles et Kyiv.....	121
1.2. Participer aux politiques de contrôle des migrations : l'usage de la « rente géographique » de l'Ukraine.....	127
1.2.1. « Récit de la menace » au sujet de l'Ukraine et positionnement des autorités ukrainiennes sur le contrôle des mobilités.....	127
1.2.2. L'Ukraine dans la « dimension externe » de la JAI : un engagement croissant de la part de l'UE.....	130
1.3. Contester le régime d'(im-)mobilité imposé par l'UE : arguments symboliques et moraux.....	133
1.3.1. La géographie et l'histoire contre la mise aux marges de l'Ukraine.....	133
1.3.2. Négocier l'accès à la mobilité : un rapport de forces relativement favorable.....	137
1.3.3. Vers l'accord de libéralisation : l'appel à la crédibilité de l'UE.....	139
II. Consolider l'État ukrainien indépendant par le biais des politiques de migrations et de frontières.....	142
2.1. La reconnaissance et le contrôle des frontières comme élément d'affirmation de la souveraineté et de l'indépendance ukrainienne.....	142
2.1.1. La reconnaissance des frontières aux prises avec les tensions diplomatiques entre Kyiv et Moscou.....	143
2.1.2. Des solutions techniques modernes et pragmatiques pour le contrôle des frontières.....	145

2.2. La question des mobilités et des migrations au prisme des enjeux nationaux, régionaux et mondiaux.....	147
2.2.1. Migrations et mobilité dans l'édification d'une communauté politique nationale..	148
2.2.2. Les prémices d'une politique migratoire conforme aux standards internationaux : enjeux régionaux et mondiaux.....	150
Conclusion.....	152
CHAPITRE III — La société civile ukrainienne dans le partenariat autour de la libéralisation. Enrôlement, auto-association et mobilité responsable....	155
I. Faire participer la société civile : entre enrôlement et auto-association.....	158
1.1. Enrôler les sociétés civiles dans la gestion des mobilités : dispositifs, acteurs et logiques enchevêtrées.....	158
1.1.1. L'UE et les sociétés civiles des pays de l'est de l'Europe : des dispositifs d'enrôlement fragmentaires et limités.....	159
1.1.2. La coalition « Visa Free Europe » : de la mobilisation à l'enrôlement en passant par la Pologne.....	163
1.2. S'auto-associer aux processus gouvernementaux : la trajectoire de « Europe Without Barriers ».....	165
1.2.1. Se conformer pour s'insérer sur le marché de l'expertise : de la promotion de la liberté de circulation à un « nouvel équilibre entre liberté et sécurité ».....	166
1.2.2. Maintenir le bon équilibre pour se placer au centre d'un « triangle gouvernemental ».....	171
1.3. Participer sans se conformer : deux exemples basés sur l'auto-organisation.....	176
II. Promouvoir la « mobilité responsable » : façonner des sujets (im-)mobiles.....	180
2.1. Des citoyens respectueux des règles : campagnes d'information sur l'usage autorisé de la libéralisation.....	180
2.1.1. « Open Europe » : communiquer pour informer les citoyens.....	181
2.1.2. La « mobilité responsable » : voyager sans risques et en « low-cost ».....	186
2.2. Atténuer les effets néfastes des politiques d'(im-)mobilité : construire une frontière « à visage humain ».....	192
Conclusion.....	197
CHAPITRE IV — Construire des institutions responsables de la gestion des mobilités conformes et capables. Modèles, pratiques et représentations aux prises avec le « terrain » ukrainien.....	201
I. Construire des institutions conformes entre concurrences administratives, réinterprétations et contestations.....	204
1.1. Le Service national des Garde-frontières d'Ukraine (SBGS) : entre civilianisation et remilitarisation.....	205
1.2. Le Service national des Migrations d'Ukraine (SMS) : un modèle contesté aux prises avec les luttes entre acteurs étatiques.....	210
II. Construire des institutions capables : de la « mentalité (post-)soviétique » à une gestion des migrations et des frontières modernes.....	216
2.1. Représentations et diagnostics dans la conduite de l'intervention : à propos de la « mentalité (post-)soviétique » des acteurs étatiques ukrainiens.....	216
2.2. Rendre les institutions « stratégiques » : une question de bonne volonté ?.....	219

2.2.1. Rédiger des documents de stratégie : des objectifs flous dans un champ hautement concurrentiel.....	220
2.2.2. Des partenaires « pas assez réceptifs pour apprécier » : quelques exemples de contre-conduite.....	225
2.3. Améliorer la coopération interinstitutionnelle : stratégies diversifiées.....	230
2.3.1. Faire coopérer les agences : stratégies d'émulation.....	231
2.3.2. Faire circuler l'information grâce à la technologie.....	232
2.4. « Minimiser le facteur humain » pour lutter contre la corruption.....	235
Conclusion.....	243
CHAPITRE V — Gérer les identités et les mobilités grâce à la biométrie. Passeports biométriques, modernité, lisibilité.....	247
I. La biométrie comme travail développemental de la frontière : logiques, promesses et diffusion de l'identification biométrique.....	250
1.1. Logiques et promesses du « fétiche » biométrique : sécurité et développement.....	250
1.2. Diffusion de la biométrie au sein de l'UE dans le cadre de l'action extérieure : logiques enchevêtrées.....	255
II. La biométrie aux prises avec le social et le politique en Ukraine : nouvelle technologie et vieux problèmes.....	260
2.1. Gestion des identités et documentation dans l'Ukraine indépendante : entre enjeux symboliques, politiques et économiques.....	261
2.1.1. Rompre avec le passé par le biais des identités et des passeports : le projet gouvernemental EDAPS.....	261
2.1.2. La mainmise des « institutions informelles » sur les identités et les passeports : le consortium d'entreprises « EDAPS ».....	263
2.2. La biométrisation au nom de la libéralisation : entre conflits politico-économiques, spirituels et polémiques.....	267
2.2.1. L'adoption d'une loi sur l'identification biométrique à la croisée de luttes entre acteurs.....	267
2.2.2. La diffusion des documents face au climat de méfiance et au manque de moyens.....	272
III. Une meilleure lisibilité ? Biométrie et mobilité « flexibilisée » du travail ukrainien.....	277
3.1. « Tout le mérite revient aux Polonais » : conditions de la circulation de la main-d'œuvre aux frontières est de l'UE.....	278
3.2. « Y aller avec la biométrie » : autonomie de la migration, mobilités « flexibilisées » et jeu entre le légal et l'illégal.....	285
Conclusion.....	292
CONCLUSION.....	295
Bibliographie.....	313
Table des annexes.....	367